

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 06/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SHL**

26 rue Gay Lussac  
59147 Gondecourt

Références : 2024\_03\_27\_SHL\_Gondecourt\_0007000877\_PPC  
Code AIOT : 0007000877

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. L'inspection a été annoncée le 01/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000877

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et traitement d'huiles usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100 % d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels.

Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80 % de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires.

En 2022, le site réceptionne environ 2 000 tonnes de déchets par mois.

Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5 h à 22 h et exceptionnellement le samedi de 8 h à 18 h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Déchets	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.1.8	Demande d'action corrective	2 mois
6	Rejets eaux pluviales et de purge	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 7	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques du conduit n°2	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 4	Sans objet
3	Déchets	AP Complémentaire du 18/03/2016, article Annexe 2	Sans objet
5	Déchets -	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en place des mesures permettant de se remettre en conformité sur les différents points mis en évidence lors des dernières visites d'inspection. Ces mesures ne sont cependant pas suffisantes au jour de la visite d'inspection pour répondre aux prescriptions des arrêtés de mise en

demeure faisant suite aux inspections du 29 novembre 2023 et du 6 février 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des eaux industrielles / Phénols et hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du chapitre 4.3 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2010 sont modifiées comme suit : Les eaux industrielles issues du process d'évaporation sont pré-traitées par déshuilage (ou tout autre procédé équivalent) avant de rejoindre le réseau d'assainissement public au point de rejet n°2 (rue Gay Lussac). [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : [...] Indice phénol : 0,3 mg/L ; Indice hydrocarbure : 10 mg/L.
<b>Constats :</b>  Historique: En premier lieu, des essais d'adsorption sur charbon actif avaient été effectués. Cette technique permettait le respect du paramètre phénols, mais le charbon saturait rapidement compte tenu de la DCO. La solution n'était donc pas viable économiquement. Suite à la visite d'inspection de 2022, SHL a commandé une ETE à la société In Situ, spécialisée dans l'ingénierie du traitement des eaux (charbon, ozonation, dégradation biologique). Les conclusions de cette étude présentaient le traitement biologique comme étant la meilleure solution. Un bon de commande avait alors été présenté et l'exploitant avait annoncé une mise en service pour mars 2023.  Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique que le délai annoncé avait été fixé trop rapidement, sans prendre en compte les nécessaires délais de recherche et d'approvisionnement. L'exploitant a finalement trouvé une station complète à acheter, qui a nécessité des travaux de réadaptation aux besoins de SHL. La demande de permis de construire a été déposée, et un porter à connaissance a été transmis le 7 mars 2024 concernant l'installation de la station. L'exploitant est en attente de retours, notamment sur le permis de construire, susceptible d'être refusé compte tenu des distances de l'installation projetée par rapport au domaine public.  L'exploitant précise que tous les éléments sont prêts, et qu'il reste en attente d'une réponse à sa demande de permis de construire. Il indique avoir pour objectif une station prête à l'emploi pour le mois d'octobre.  L'exploitant indique également qu'en cas de résultats suffisants suite à la mise en place de la station interne, un rejet direct au milieu naturel pourra être envisagé. Si tel était le cas, cette modification ferait l'objet d'un second porter à connaissance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant précise l'état d'avancement de sa demande de permis de construire et fournit un échéancier relatif à la mise en place de sa station de traitement des effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Rejets atmosphériques du conduit n°2

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/07/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques du conduit n°2
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016 sont modifiées comme suit à compter du 17 août 2022 :</p> <p>Les effluents gazeux au conduit n°2 respectent, pour le paramètre COVT, les valeurs limites d'émission (VLE) et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>Concentration moyenne --&gt; 45 mg/Nm<sup>3</sup>Flux--&gt; 9 g/h</p> <p>Fréquence de surveillance --&gt; semestrielle</p> <p>Les VLE sont définies dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène. La période d'établissement de la moyenne est la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune. Suite de l'inspection du 21/03/2023 :9</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux derniers contrôles inopinés ont démontré des dépassements en COV. En 2023, les résultats étaient de 4392,7 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE à 45 mg/Nm<sup>3</sup>, et en 2024, le rapport de contrôle indiquait une concentration moyenne de 530mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant a identifié les causes des dépassements dans les deux cas. Suite à ces dépassements, un projet d'arrêté de mise en demeure a été proposé à M. le Préfet.</p> <p>Par ailleurs, les conclusions de l'inspection de 2023 demandaient la mise en place d'un contrôle hebdomadaire du niveau d'eau dans le condenseur, ainsi que le contrôle et la suppression éventuelle de tous les points bas dans les tuyauteries du condenseur → Le jour de l'inspection, l'exploitant précise que les contrôles sont faits mais ne sont pas tracés. Le contrôle est visuel et est effectué lors des rondes effectuées tous les jours, sur tous les secteurs. <b>Ce point pourrait utilement être tracé dans la feuille de ronde.</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'affichage de la date du dernier remplacement de charbon a été vérifié. Une affiche est bien présente sur le tonneau de charbon, indiquant la date de dernier remplacement au 14 février 2024. Il a également été demandé à l'exploitant de procéder à une mesure de COV à l'aide de son appareil portatif. Celui-ci indique une valeur nulle.</p> <p>L'exploitant précise également que depuis la visite d'inspection du 6 février 2024, ayant mis en évidence des dépassements sur la concentration en COV, plusieurs actions ont été mises en œuvre: la charge de traitement a été augmentée de 33% (soit 33% de charbon en plus), un suivi journalier des concentrations en COV a été mis en place, et il y a désormais 3 personnes formées à la manipulation de l'appareil portatif permettant de déterminer la concentration en COV.</p>

<p>L'exploitant a également installé un variateur de puissance sur le débit d'air pour réduire le débit et ainsi assurer un meilleur traitement. Finalement, la charge de traitement est remplacée avant chaque départ en étalonnage de l'appareil portatif.</p> <p>Toujours suite à l'inspection de février 2024, l'exploitant a changé la charge de traitement et demandé à l'APAVE de procéder à des mesures en COV. Le rapport faisant suite à leur intervention du 21/02/24 a été transmis. Les résultats sont conformes (3,13 mg/m<sup>3</sup>). Il est également prévu que l'exploitant confronte les résultats de son analyseur au résultats mesurés par le laboratoire.</p> <p>Le fichier reprenant les mesures hebdomadaires puis quotidiennes des COV à l'aide de l'analyseur portatif a été présenté. Celui-ci indique un changement du charbon le 24/11/23, mais suite à ce changement les valeurs restent supérieures à 30 sur le mois de décembre. <b>L'exploitant justifie l'absence d'effet suite au remplacement du charbon.</b></p> <p>Concernant l'oxydateur thermique présent sous le hangar extérieur, l'exploitant précise qu'il générerait une consommation de gaz qui n'était pas supportable par SHL. Par ailleurs, les rejets générés par SHL sont constitués de beaucoup d'eau, qui était brûlée dans l'oxydateur. Avec la technique actuelle, le but est de condenser l'eau et de ne traiter que le condensat en incinération. L'oxydateur n'a pas vocation à être réutilisé sur le site. <b>L'exploitant précisera donc l'avenir de cet équipement.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant trace sur la feuille de ronde les contrôles à réaliser.</p> <p>L'exploitant justifie l'absence de retour à la conformité suite au changement de la charge de traitement en novembre 2023.</p> <p>Il précise également le devenir de l'oxydateur thermique qui est à considérer comme un équipement abandonné.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/03/2016, article Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets entrants - Liste
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tableau de la liste des déchets entrants</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>OBS 2023</u> : L'exploitant fait évoluer son logiciel d'acceptation pour qu'une vérification de la cohérence entre le code TD de l'expéditeur du déchet et le certificat d'acceptation préalable lors de la réception d'un déchet soit effectuée. Il transmettra sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport la preuve de la mise à jour de son logiciel.</p> <p>→ Lors de l'inspection de 2023, l'exploitant envoyait un certificat d'acceptation préalable concernant certains types de déchets mais le producteur remplissait parfois l'application trackdéchets avec un autre code déchet. L'exploitant indique que désormais, lorsqu'un</p>

<p>producteur remplit un BSD, SHL le reçoit avant expédition. Si le code déchet n'est pas conforme au CAP, SHL reboucle avec le producteur afin de faire vérifier le code déchet. Dans le cas de la confirmation d'un code déchet différent de celui du CAP, soit le déchet est refusé, soit un nouveau CAP est établi. La vérification se fait de manière automatique. Les anomalies éventuelles sont relevées via une extraction envoyée au service commercial. La fonctionnalité était déjà présente sur le logiciel mais non exploitée auparavant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.1.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets sortants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Codes des déchets selon le Code de l'Environnement / Nature des déchets / tonnage maximal annuel (en tonnes)</p> <p>Activité traitement des résidus d'hydrocarbures et huiles minérales</p> <p>19 02 Boues de centrifugation 500</p> <p>13 02 Huiles destinées à la valorisation énergétique 15 000</p> <p>19 02 05* Gâteaux de filtration (filtre presse) 100</p> <p>19 11 Déchets liquides aqueux (concentrats, condensats et résidus aqueux) 32 000</p> <p>Activité traitement des huiles et graisses végétales ou animales</p> <p>19 02 06 Boues de centrifugation 1 000</p> <p>19 02 10 Combustible de substitution 15 000</p> <p>19 02 06 Gâteaux de filtration (filtre presse) 100</p> <p>19 11 99 Déchets liquides aqueux (concentrats, condensats et résidus aqueux) 15 000</p> <p>Déchets communs aux activités</p> <p>15 01 06 Emballages en mélange 200</p> <p>19 02 99 Eaux de nettoyage de chaudière 20</p> <p>20 03 01 Déchets de bureaux et déchets ménagers 5</p> <p>16 05 Déchets de laboratoire 2</p> <p>13 05 Boues de débourbeur/déshuileur 40</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>OBS 2023</u> : Lors de la visite d'inspection, pour le code déchet 07 06 99*, il a été constaté un envoi de 26,46 tonnes de déchets vers la société LANDACRES (BSD n° BG-025580 du 10/03/23). Ce code n'apparaît pas dans le tableau des déchets produits et autorisés à être expédiés.</p> <p>L'exploitant a précisé faire une activité de tri transit pour ce type de déchet. L'annexe 2 de</p>

l'arrêté du 06/01/2010 ne prévoit qu'une activité de traitement et non pas une activité de tri/transit pour ce type de déchet. L'exploitant n'est pas en capacité de présenter une procédure permettant d'éviter d'expédier des déchets pour lesquels l'arrêté ne prévoit qu'une activité de traitement et non pas une activité de tri / transit.

→ L'exploitant indique lors de l'inspection qu'il considèrerait être autorisé à faire du tri-transit pour un déchet dès lors qu'il est autorisé à le traiter. Cependant, l'arrêté préfectoral du 06/01/2010 ne mentionne pas le code déchet 07 06 99\* dans la liste des déchets autorisés en tri-transit, mais uniquement en traitement. Par ailleurs, l'arrêté préfectoral du 18/03/2016 et notamment son annexe 2 précise, pour chaque code déchet, si l'exploitant est autorisé à le traiter, à en faire du tri-transit, ou peut réaliser l'une ou l'autre des deux activités. Par exemple, pour le code déchet 13 01 04\*, le tableau indique "T / T-R" (selon la légende : Traitement / Transit-Regroupement). Pour les déchets codifiés 07 06 99\*, le tableau mentionne uniquement une autorisation de traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'observation est maintenue.

L'exploitant doit se conformer au tableau de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Déchets -**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vérification des exutoires d'élimination

**Prescription contrôlée :**

Les déchets éliminés ou valorisés dans une installation classée ne peuvent l'être que dans une installation autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

**Constats :**

OBS 2023 : L'exploitant met en place une procédure de vérification des sites recevant les déchets qu'il expédie.

→ L'exploitant dispose d'un questionnaire type envoyé aux filières avec lesquelles il travaille pour s'assurer qu'elles peuvent recevoir les déchets à envoyer. Le questionnaire est envoyé en amont de l'expédition, pour validation conjointe. Le système a été mis en place récemment. Le jour de l'inspection, les questionnaires avaient été envoyés, mais une seule réponse avait été réceptionnée. Le questionnaire prévoit également la notion de site secondaire (récupération par une société qui renvoie à son tour vers une autre société) afin de s'assurer de l'autorisation du site final à recevoir le type de déchets expédié.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Rejets eaux pluviales et de purge**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/07/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des eaux contenues dans les rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le tableau de l'article 4.3.11 (référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1) de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2010 est modifié comme suit pour le paramètre DCO :</p> <p>DCO - concentration instantanée : 180 mg/L</p> <p>(Pour mémoire, l'arrêté du 6 janvier 2010 définissait une VLE en DCO à 300 mg/L)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière visite d'inspection, le critère de DCO retenu pour déterminer la gestion des eaux contenues dans les rétentions n'était pas conforme aux prescriptions de l'arrêté du 05/07/21. L'exploitant a depuis modifié sa procédure pour prendre en compte une valeur limite de 180 mg/m3 pour la DCO.</p> <p>Par ailleurs, les fiches de vérification sont correctement remplies, et la destination des eaux contenues dans les rétentions est identifiée. Cependant, la fiche de vérification de la semaine 6 qui avait été demandée lors de la dernière visite d'inspection n'a pas pu être présentée. L'exploitant a présenté les fiches des semaines 1 et 7 à 12 (sauf semaine 10). L'exploitant précise que les semaines où aucune action particulière n'est identifiée, il est possible que les opérateurs ne remplissent pas de fiches. Or, la semaine 6 correspond à la semaine de la dernière visite d'inspection lors de laquelle des eaux huileuses et blanchâtres avaient été identifiées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant formalise le remplissage des fiches de vérification une fois par semaine même sans action particulière à mener.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours